

VATIONS UNIES

**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**



**CONSEIL
DE SÉCURITÉ**



**Distr.
GÉNÉRALE**

**A/10137
S/11762**

17 juillet 1975

**FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
ESPAGNOL/
FRANCAIS**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Vingt-neuvième session
Point 109 de l'ordre du jour
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT**

**CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trentième année**

Note du Secrétaire général

A sa 1315ème séance, le 21 février 1975, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 6 A (XXXI) intitulée "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient". Conformément au paragraphe 12 de cette résolution, le Secrétaire général a l'honneur d'en porter le texte à l'attention des membres de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

ANNEXE

6 A (XXXI). Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des principes et des buts de la Charte des Nations Unies, ainsi que des principes et dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949 a/,

Rappelant les résolutions pertinentes des Nations Unies relatives à la situation dans les territoires occupés et à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des habitants des territoires arabes occupés, et en particulier les résolutions 3236 (XXIX), 3240 (XXIX) et 3336 (XXIX) de l'Assemblée générale,

Considérant que l'Assemblée générale a réaffirmé, dans sa résolution 3236 (XXIX), les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris :

- a) Le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure,
- b) Le droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale,

Prenant acte des rapports de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organisations humanitaires internationales sur la situation des territoires arabes occupés et de leurs habitants, en particulier du rapport établi par le Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés (A/9817),

Vivement alarmée par les violations répétées des droits de l'homme et des libertés fondamentales que commet Israël dans les territoires arabes occupés, en particulier par l'occupation permanente de ces territoires et par les mesures visant à leur annexion, ainsi que par la destruction persistante de maisons, l'expropriation de biens arabes et le mauvais traitement des prisonniers,

Profondément inquiète en voyant qu'Israël continue à établir des centres de peuplement dans les territoires arabes occupés, à appliquer des programmes d'immigration massive, à déporter et transférer la population indigène et à refuser son retour,

a/ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No. 973, p. 287.

Rappelant aussi la résolution (IX) adoptée en 1974 par la Conférence internationale du Travail, à sa cinquante-neuvième session, où il est déclaré que toute occupation militaire des territoires constitue en elle-même une violation permanente des droits fondamentaux de l'homme et de ses libertés fondamentales et, en particulier, de ses libertés syndicales et de ses droits sociaux,

Notant la conclusion du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, aux termes de laquelle les forces d'occupation israéliennes sont responsables de la destruction totale et délibérée de Kouneïtra, ce qui constitue une violation de l'article 53 de la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 et tombe sous le coup de l'article 147 de ladite Convention,

Gravement préoccupée par le fait que la population des territoires arabes occupés se trouve empêchée d'exercer ses droits inaliénables à l'éducation nationale et à la vie culturelle,

Considérant que l'Assemblée générale a adopté la résolution 3314 (XXIX), par laquelle sont qualifiées d'actes d'agression l'invasion ou l'attaque du territoire d'un Etat par les forces armées d'un autre Etat, ou toute occupation militaire, même temporaire, résultant d'une telle invasion ou d'une telle attaque, ou toute annexion par l'emploi de la force du territoire ou d'une partie du territoire d'un autre Etat,

1. Déplore qu'Israël continue à violer gravement, dans les territoires arabes occupés, les règles fondamentales du droit international et les conventions internationales pertinentes, en particulier la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, violations considérées par la Commission des droits de l'homme comme des crimes de guerre et un affront à l'humanité, et qu'il persiste à braver les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et à suivre une politique de violation des droits de l'homme à l'égard des habitants des territoires arabes occupés;

2. Réaffirme le droit inaliénable des Arabes à retourner dans leurs foyers et leurs biens, dont ils ont été éloignés et déracinés, et demande leur retour;

3. Réaffirme aussi que la politique d'Israël qui consiste à établir une partie de sa population et de nouveaux immigrants sur les territoires occupés, constitue une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, et demande instamment à tous les Etats de s'abstenir de toute action que pourrait exploiter Israël pour exécuter son programme de colonisation des territoires occupés;

4. Réaffirme en outre que toutes les mesures prises par Israël pour exploiter les ressources et richesses humaines, naturelles et autres des territoires arabes occupés portent atteinte à la souveraineté permanente du peuple arabe sur ses ressources naturelles et demande à Israël d'abroger immédiatement toutes ces mesures, de restituer entièrement au peuple arabe ses ressources humaines et naturelles et de l'indemniser pour leur exploitation et leur épuisement;

5. Réaffirme que toute occupation militaire de territoire fait peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales et constitue en elle-même une violation permanente de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

6. Déclare que la politique israélienne d'annexion, comportant l'établissement de centres de peuplement et le transfert d'une population étrangère dans les territoires occupés, est contraire aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, aux principes et aux règles du droit international, aux principes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales du peuple;

7. Déclare en outre que toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la structure démographique et le statut des territoires arabes occupés sont nulles et non avenues;

8. Réprouve de la manière la plus vive toutes les mesures prises par Israël pour modifier le statut de Jérusalem;

9. Condamne Israël pour avoir délibérément détruit et dévasté la ville de Kouneïtra, et considère ces actes comme une grave violation de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949;

10. Demande instamment à Israël, une fois de plus, de respecter les obligations que lui impose la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme, de reconnaître et d'observer celles que lui impose la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et d'appliquer toutes les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

11. Demande instamment à tous les Etats de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour qu'Israël respecte les dispositions de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et renonce à toute action et à toute politique visant à coloniser les territoires arabes occupés et à en changer le caractère physique et la composition démographique, notamment par l'établissement de centres de peuplement, ainsi que par la déportation et le transfert des habitants indigènes;

12. Prie le Secrétaire général de porter la présente résolution à l'attention de tous les gouvernements, des organes compétents des Nations Unies, des institutions spécialisées et des organisations intergouvernementales régionales, de lui donner la plus large publicité et de présenter un rapport à la Commission des droits de l'homme, lors de sa prochaine session;

13. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-deuxième session, en lui attribuant un degré de priorité élevé, le point ainsi énoncé : "Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires occupés à la suite du conflit du Moyen-Orient".

